Marginalité et nouvelles solidarités urbaines en Tunisie à l'époque coloniale

Abdesslem Ben Hamida

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/745>

DOI : 10.4000/cdlm.745

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 51-61

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Abdesslem Ben Hamida, « Marginalité et nouvelles solidarités urbaines en Tunisie à l'époque coloniale », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 69 | 2004, mis en ligne le 10 mars 2006, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/745> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.745>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Marginalité et nouvelles solidarités urbaines en Tunisie à l'époque coloniale

Abdesslem Ben Hamida

- 1 Alors que la solidarité syndicale a été portée en Europe à ses débuts par les ouvriers qualifiés en Tunisie nous remarquons la présence au premier rang, lors de la première expérience syndicale tunisienne, d'un groupe appartenant à la fraction la plus démunie du noyau de prolétariat naissant . Il s'agit des dockers du port de Tunis originaires du Sud tunisien et dont l'arrivée dans la ville est alors récente.
- 2 Un scénario similaire semble se répéter au lendemain de la seconde guerre mondiale mais cette fois dans la seconde ville du pays, Sfax. Au sein du groupe qui lance après la seconde guerre mondiale dès 1944 les premiers syndicats autonomes les Kerkenniens sont suffisamment nombreux pour attirer l'attention des observateurs¹.
- 3 La question qui s'impose est une éventuelle prédisposition des groupes en marge de la société urbaine à adopter les nouvelles solidarités. Faut-il y voir une quête de personnes menacés par la marginalité pour sortir de leur isolement? La peur de l'exclusion est-elle source de créativité ?
- 4 Cette communication se propose donc de traquer les indices attestant de la marginalité de ces groupes sociaux au moment même où l'apparition, à l'époque coloniale, dans les villes, de solidarités nouvelles en relation avec l'implantation de nouvelles structures issues du Nord de la Méditerranée (le parti, le syndicat, la société de bienfaisance etc.) semble constituer une occasion propice pour ne pas sombrer dans l'exclusion . La quête de l'inclusion semble accompagnée d'une représentation des nouvelles solidarités répondant au mieux à leurs aspirations.
- 5 Nous allons donc, -après la présentation dans une première partie des dockers de Tunis en 1924 pour tenter de cerner ce qui les marginalise-, faire connaissance dans une seconde partie avec les Kerkenniens de Sfax au lendemain de la seconde guerre

mondiale. Ce qui nous permettra dans une troisième et dernière partie de saisir les similitudes pour ce qui est du choix des nouvelles solidarités.

I - Les dockers de Tunis au lendemain de la Première guerre mondiale

- 6 Notre source principale, à savoir un ouvrage de Tahar Haddad nous fournit les indications suivantes :

« La plupart de ces ouvriers viennent des différentes régions de la Régence et s'établissent dans la capitale. Ils travaillent au jour le jour. Ceux qui sont embauchés peuvent manger à leur faim, ceux qui ne le sont pas, ou qui ne peuvent travailler, demeurent tenaillés par la faim avec ceux qui sont à leur charge. C'est la raison pour laquelle "les caporaux" les embauchent à tour de rôle, selon les saisons, car il n'y a pas assez de travail pour tous les dockers en même temps(...) Il est rare qu'un jour se passe sans accidents...

Au fil des ans, les salaires des dockers augmentèrent graduellement pour atteindre en 1924 douze francs pour ceux qui travaillent sur le quai et quatorze francs pour les arrimeurs à l'intérieur des navires. Durant cette année-là la vie devint plus chère qu'avant et fut particulièrement dure pour les dockers qui, on le sait travaillent au maximum deux jours par semaine et ne recueillent comme fruit de leur labeur hebdomadaire, que 24 à 28 francs, puisqu'ils n'exercent pas d'autre métier par ailleurs ».²

- 7 Ainsi, la conjoncture est marquée par une aggravation de la précarité du statut social de ce groupe dont les membres n'arrivent plus à satisfaire leurs besoins vitaux et par la même d'assumer le devoir de solidarité envers les membres de même extraction. Les solidarités d'origine qui structurent cette communauté semblent donc à la fois menacées par absence de moyens mais aussi, de par leur nature, incapables de faire face à la nouvelle situation, au nouveau contexte dans la ville.
- 8 Nous savons à partir de cette même source et de bien d'autres que le nombre de ces salariés tunisiens en été, qui constitue la haute saison, se situe entre 1.600 et 2.000 personnes. Ces dockers du port de Tunis, bien que n'adhérant pas aux centrales syndicales françaises, ont pris "l'habitude" au lendemain de la Première guerre mondiale de débrayer en été pour réclamer des améliorations de leur sort. Ce qui suppose une solidarité assez forte que les chercheurs attribuent au maintien des liens d'origine, - ils sont pour la plupart d'entre eux originaires du Sud de la Tunisie avec un noyau consistant issu d'un même village, El Hamma de Gabès-, mais qui semble avoir prouvé son insuffisance et ses limites.
- 9 Cette solidarité a assez tôt attiré l'attention des chercheurs qui ont tenté d'expliquer ses causes. Ainsi, au milieu des années soixante, le sociologue Abdelbaki Hermassi qui a étudié la main d'oeuvre portuaire au lendemain de la guerre écrit :

« Le stéréotype du docker est celui d'un homme dur, "grand buveur", "plus fort avec ses poings qu'avec sa langue". L'attitude de la population crée parmi les dockers un ressentiment et provoque l'agressivité et l'hostilité, ce qui a pour effet, de creuser le fossé entre les dockers et la société et de renforcer les liens entre les dockers eux-mêmes. »³

- 10 Il note aussi que le recrutement se fait "*en grande partie sur la base de relations de parenté ou de régionalisme*".
- 11 Un chercheur en Histoire, originaire de Gabès, fait le même constat en 1971 en écrivant :

« Les dockers se trouvaient exclus de la communauté européenne et tunisoise et vivaient en marge d'une société qui niait leur existence. Les dockers s'étaient donc

repliés sur eux-mêmes et formaient une communauté fermée que ce soit au port ou dans leurs quartiers. »¹²

- 12 Il rappelle que le docker était désigné par le sobriquet de “Bouchkara” (l'homme au sac), allusion au sac qu'il transporte sur son épaule pour la protéger. Ce qui atteste du mépris qu'éprouvait une frange de la société traditionnelle tunisoise pour ce misérable nouveau arrivé dans la ville.
- 13 En somme, leur extraction rurale, la précarité de leur statut social et la nature même de leur métier qui n'attire pas les citadins, semblent constituer les principales composantes d'une marginalité qu'on retrouve sur le plan de l'habitat. En effet, une des caractéristiques connues de la sociologie urbaine de la ville de Tunis qui renforce sa prédisposition à marginaliser, réside dans le fait que, dans les faubourgs *« les groupes ethniques ont tendance à se concentrer dans un même quartier ou au moins à se réunir dans un même café »*¹³.
- 14 Une incursion dans les structures mentales de l'époque permet de prendre conscience du mur qui les sépare des élites citadines traditionnelles. En effet, pour certains groupes de la société traditionnelle tunisoise le travail n'est pas seulement une façon de gagner sa vie, mais aussi un art de vivre. Qui plus est, leur condition de salarié semble apparaître d'autant plus avilissante que le patron est un non musulman.
- 15 Certes, sur le plan strictement économique les dockers occupent une position stratégique entre économie moderne et économie traditionnelle, ce qui les différenciera des arabatiers en 1937, qui sont alors menacés de marginalisation à cause de la concurrence des camionneurs. Ainsi, on est tenté d'affirmer que le risque d'exclusion est combattu grâce au rôle économique valorisé dans le cadre de la solidarité syndicale.
- 16 La marginalité vécue par rapport aux valeurs de la société traditionnelle va être transcendée par une valorisation du travail, perceptible dans l'ouvrage de Haddad et qu'on retrouve dans les discours des syndicats autonomes du Sud constitués à Sfax au lendemain de la Seconde guerre mondiale par un groupe de syndicalistes issus en partie des Iles Kerkennah.

II - Les Kerkenniens de Sfax au lendemain de la Seconde guerre mondiale

- 17 Le processus qui a débouché à la constitution de syndicats indépendants de la C.G.T., et qui aboutira à une centrale syndicale tunisienne en janvier 1946, a été enclenché à Sfax en 1944, au sein de groupes de salariés dirigés par un petit noyau de syndicalistes en partie originaires des Iles Kerkennah. Ce qui nous a déjà amené à chercher des similitudes avec les Hammis de Tunis et nous a permis de souligner que Sfax a constitué à la fois un cadre propice à la persistance des solidarités d'origine en partie issues du milieu rural et à l'implantation des nouveaux types de solidarité. Nous avons également commenté l'affirmation de Despois : *« La société sfaxienne est assez fermée aux autres Tunisiens qui s'en plaignent. »*¹⁷
- 18 Nous avons notamment remarqué que le recours par le capital colonial à large échelle à des “mougharsi” sfaxiens, à partir de la fin du XIX^{ème} siècle a maintenu, voire aggravé pour un certain temps, les clivages entre Sfax et un arrière pays de plus en plus large, où l'olivier chassant le mouton, désagrège une société pastorale à base tribale, et fait de cette ville une sorte de pompe aspirante, qui fait le vide autour d'elle. L'exode rural y amène des candidats au travail, suffisamment nombreux, pour susciter des réactions de défense des citadins de vieille souche, et renforcer au sein des groupes de nouveaux

venus des solidarités d'origine, similaires à celles qu'on a vu s'étendre à Tunis au lendemain de la première guerre mondiale.

- 19 Les Kerkenniens y constituent le groupe le plus nombreux, le plus compact et le plus lié à son archipel, distant seulement de 18 kms. Au lendemain de la Seconde guerre, à partir de laquelle l'exode semble prendre de l'importance aux Iles Kerkennah, puisque le nombre des habitants de l'archipel est passé de 15.130 au recensement de 1936 à 14.515 lors de celui de 1946, ils y disposent, d'un quartier propre, "La Nouvelle Kerkennah" qui regroupe une partie des Kerkenniens qu'on retrouve aussi dans d'autres points de la ville.
- 20 "Le Soutien kerkennien" association de bienfaisance formée à la veille de la seconde guerre mondiale, après une période d'inactivité reconstitue son bureau en août 1945, au sein duquel les responsables syndicalistes sont bien représentés. Messaoud Ali Sâad est président, Farhat Hached secrétaire général adjoint et Habib Achour membre'.

« Des filiales de cet organisme aidaient les Kerkenniens qui avaient quitté l'archipel à se procurer du travail, voire à trouver vivres et couverts en attendant les jours les plus heureux où un emploi leur serait octroyé »'.
- 21 Certains travaillent deux à six mois selon les récoltes dans les huileries et usines à grignon. Seule une minorité travaille régulièrement dans les activités implantées par la colonisation : société d'hyperphosphates, sociétés de transport, usine d'électricité, ouvriers des travaux publics, dockers, tanneries., Compagnie Sfax-Gafsa.
- 22 Le risque de marginalisation avec l'extension du chômage se fait alors ressentir. En juin 1945 la Commission Administrative provisoire de l'Union Des Syndicats Autonomes du Sud présente un rapport à son premier congrès où nous pouvons relever ce qui suit :

« Une question particulièrement importante se pose actuellement à notre attention, le problème du chômage.

La fin de la campagne oléicole a libéré plusieurs milliers d'ouvriers. Au même moment, certaines industries, telle les phosphates Réno, procèdent à des renvois massifs. Des compressions de personnel sont envisagées à la voirie municipale. Enfin, la Société des Salines de Sfax fait appel à la main d'oeuvre pénitentiaire au détriment de ses anciens ouvriers qui chôment... »¹⁰
- 23 L'ouvrier kerkennien installé à Sfax n'a que sa force de travail à vendre, contrairement à une partie importante des ouvriers sfaxiens, qui possèdent souvent quelques oliviers ou un petit jardin. Il constitue donc un prolétaire au sens le plus étroit du terme. En second lieu, fraîchement arrivé à Sfax, il se trouve complètement "déraciné". Alors que dans son île natale l'économie de marché n'a que très peu progressé et l'impact de la colonisation s'est peu fait ressentir, il se trouve dans une ville complètement transformée par la colonisation, où les rapports de production de type capitaliste et l'économie de marché l'emportent.
- 24 Le Sfaxien a eu plus de temps pour se familiariser avec ces transformations, et il est encore en rapport avec une certaine économie domestique grâce à son verger. Le Kerkennien se trouve, du jour au lendemain, participant à une économie moderne capitaliste et souvent face à un patronat européen différent de lui à tous les points de vue.
- 25 Arrivant d'une région où la vie communautaire joue un certain rôle et constituant à Sfax une minorité, il serait peut être plus prédisposé à adhérer à une organisation qui permettrait le remplacement de ces anciens liens communautaires, comblant ainsi un vide. Enfin, quoique souvent de formation modeste du fait de sa position "marginale"

car mal assimilé, il aurait peut être pu avoir une vision plus ou moins globale de la société et de là viendrait son aptitude à accepter de nouvelles idées, susceptibles d'assouvir sa soif d'inclusion.

III - Une quête de l'inclusion à travers l'adoption de nouvelles solidarités

- 26 En juin 1945 la Commission Administrative provisoire de l'Union Des Syndicats Autonomes du Sud présente un rapport à son premier congrès où nous pouvons relever ce qui suit :
« L'une des tâches les plus importantes qui incombent au mouvement syndical réside dans la création d'un organisme de solidarité et d'entraide qui puisse effectivement soulager les souffrances, atténuer les misères et venir en aide aux travailleurs nécessiteux (...) pour donner à la solidarité ouvrière sa pleine signification. »¹¹
- 27 Ce souci de disposer d'une structure d'entraide, présent également en 1924 chez les dockers, répond à un besoin particulièrement pressant des groupes sociaux au sein desquels le nombre des chômeurs et des travailleurs au statut précaire est élevé. La quête de solidarité les reliant avec d'autres groupes est d'autant plus forte que, la conjoncture est difficile, comme cela a été le cas lors des crises d'après guerre (celle de 1919-1924 puis de 1944-1947). Haddad a insisté sur l'isolement des dockers lors de leurs luttes d'avant 1924, qu'il estime être la principale cause d' échec, et magnifie le rôle d'une "élite d'intellectuels", qui a su, « grâce à une propagande active, relier les dockers à l'ensemble de la Oumma »¹².
- 28 Cette quête de groupes, dont la solidarité est renforcée par un emploi, un habitat et un lieu de sociabilité commun, permet d'agglomérer autour d'eux d'autres noyaux et individus encore plus fragiles. En 1924, comme en 1944, dans le cadre des solidarités d'origine, elle met en branle des solidarités impliquant ou mobilisant les rares intellectuels des régions défavorisées, souvent marginalisés et disponibles dans les villes : Tahar Haddad et M'Hamed Ali El Hammi sont originaires du même village qui a vu naître la majorité des dockers de Tunis. Les Kerkenniens Habib Achour avec trois années de Lycée technique, après le Certificat d'Etudes Primaires et son camarade Farhat Hached, formé sur le tas à la C.G.T. après l'obtention du Certificat, éprouvent moins le besoin du recours aux intellectuels. Ils assument une part de leurs fonctions.
- 29 En 1924, le contact entre celui qui tient lieu de "révolutionnaire professionnel", - à savoir M'hamed Ali -, ceux que Hermassi appelle "intellectuels inemployés", -dont Haddad- et les dockers, a permis à ces deux composantes du mouvement social, non seulement de jouer un rôle important dans l'encadrement syndical, mais aussi de convaincre de quitter la C.G.T., quelques représentants du troisième type de leaders:
« les ouvriers qualifiés, traminois, cheminots, qui ont acquis par une longue pratique et un long contact avec les techniciens et les syndicalistes européens, les connaissances empiriques indispensables à la gestion et à l'organisation »¹³.
- 30 Ainsi, la quête de solidarité est source d'enrichissement. D'ailleurs, une fois insérés dans des solidarités syndicales les dockers semblent devenir une composante incontournable du mouvement syndical en Tunisie puisque après la première C.G.T.T., ils adhéreront à la C.G.T., et seront "courtisés" depuis par les différentes organisations syndicales de Tunisie.
- 31 A Sfax, après la seconde guerre mondiale avec l'extension du salariat, qui implique de plus en plus de Sfaxiens, peu attirés auparavant par le statut d'ouvrier, la participation au syndicalisme s'élargit, et en fonctionnant comme solidarité globale, la solidarité

syndicale va tendre à reléguer au second plan les clivages entre les groupes de salariés à base régionaliste, réunir dans un projet commun les différents groupes d'ouvriers tunisiens, y compris les Sfaxiens, et constituer ainsi, un puissant facteur de dynamisme sociale dans l'ensemble de la région.

- 32 Il ne s'agit donc en aucun cas de regrouper les seuls marginaux, car la marginalité subie n'est pas revendiquée, et le souci d'inclusion par la défense de l'emploi transparaît nettement à travers les projets élaborés pour combattre la précarité. Toutefois, dans ces milieux où le chômage a souvent sévi le chômeur n'est pas perçu comme porteur d'un stigmate, d'une charge négative ou objet de défiance, mais plutôt comme victime d'un système contre lequel il incombe au travailleur de le mobiliser. Ainsi, l'U.G.T.T. veillera à constituer des comités de chômeurs.
- 33 Dans les groupes maintenus pour un certain temps en marge d'une société traditionnelle qui les méprise, et d'une société moderne qui les ignore souvent : les dockers étaient presque tous analphabètes, le souci de valoriser l'image du travailleur dans la société est probablement particulièrement fort.
- 34 On affirme sur la carte d'adhésion de l'Union des Syndicats Autonomes des Travailleurs du Sud tunisien, constituée en octobre 1944, que son but est de *“donner au travail la place que jusqu'ici l'argent a occupé”*. Depuis, le discours ouvriériste n'a cessé de prévaloir chez les syndicalistes tunisiens de l'époque coloniale. Le leader des syndicats autonomes puis de l'U.G.T.T. Hached aimait rappeler et proclamer la solidarité, voire l'union, des travailleurs manuels et des travailleurs intellectuels.
- 35 De Haddad à Hached le travail valorisé impliquait de transformer la société toute entière en lui insufflant de nouvelles valeurs. Les syndicalistes tunisiens n'ont pas seulement adopté les valeurs universelles du syndicalisme international, ils ont aussi tenté de faciliter leur lecture et de les enrichir. Ils ont fait preuve d'une grande ingéniosité pour implanter les syndicats en tenant compte des spécificités de tout ordre de leur société. Il est significatif qu'un des syndicats implantés à Sfax ait été celui des réparateurs de cycles auxquels les syndicats français de Tunisie n'ont jusqu'à là accordé aucune attention.
- 36 En somme, la quête de l'inclusion implique une démarche susceptible de limiter les déviations qui accompagnent souvent la marginalité. Non seulement le recul de la précarité est supposé permettre à la société d'intégrer plus de personnes, mais la mobilité sociale ascendante recherchée par les conquêtes sociales serait à même de mieux réconcilier d'anciens marginaux en récompensant leurs efforts. A la marge des villes, les groupes étudiés aspirent à conquérir une centralité à travers la dignité acquise par le travail valorisé et par la participation aux luttes de l'ensemble des salariés et de la Nation.
- 37 Nous sommes donc tentés d'affirmer, en conclusion, que les deux groupes sociaux étudiés en deux moments où les indices attestant de leur marginalisation ne manquent pas, semblent avoir opté à travers la nouvelle solidarité syndicale pour une inclusion . Leur combat contre l'exclusion et la marginalité au sein des structures syndicales débouchera sur certaines formes d'intégration à la ville perceptibles à plusieurs niveaux. Leur disponibilité à rejoindre les structures engendrées par les nouvelles formes de solidarités (partis, syndicats sociétés de bienfaisances et j'en passe) constitue déjà l'amorce de relations avec les autres composantes de la société urbaine.

- 38 Que la position stratégique sur le plan économique des dockers ait probablement aidé à les intégrer, ou que l'enseignement primaire suivi par une partie des émigrés kerkenniens ait constitué un atout non négligeable dans l'intégration à la ville, ne changeant en rien à l'importance dévolue aux solidarités favorisant la mobilité sociale ascendante pour réduire le champ de l'exclusion.
- 39 Ainsi, des groupes de nouveaux arrivés dans la ville ont pu transcender l'aspect déstructurant, "désocialisant" de la vie urbaine, l'atomisation de l'individu, la perte des lieux traditionnels de sociabilité, des repères, et les déviances qui en découlent.
- 40 L'ampleur de la déstructuration de la société rurale traditionnelle à l'époque coloniale a donc pu être partiellement amortie par l'adoption dans les marges des sociétés urbaines de solidarités structurantes à même de puiser dans le vivier des laissés pour compte, marginalisés, menacés d'exclusion, des éléments mobilisables pour des combats sociaux et politiques susceptibles de les intégrer. Cette dynamique ne pouvait que profiter de leur combativité et peut être d'une propension à la créativité que la marginalité contribuerait à solliciter.

NOTES

1. - Voir notamment notre communication aux journées d'études de Bendor du 8,9 et 10 mai 1980, intitulée : « Syndicats, affinités et solidarités de type traditionnel dans la Tunisie coloniale », In *Solidarités, affinités et groupements sociaux, Cahiers de la Méditerranée*, Nice 1982., pp.91-114.
2. - Haddad (Tahar), *Les travailleurs tunisiens et l'émergence du mouvement syndical*, Traduction de l'arabe par Halioui (A), Ed. Fondation Nationale "Beit El Hikma" et Maison Arabe du Livre, Tunis 1985, pp.49 - 50. Le texte en arabe date de 1927.
3. - Hermassi (Abdelbaki), *Mouvement ouvrier en société coloniale. La Tunisie entre les deux guerres*. Thèse de doctorat de 3ème cycle présentée sous la direction de Jacques Berque, Ecole Pratique des Hautes Etudes, VI ème section, Paris 1966, Dactylographiée, p. 47.
4. - *Idem*, p. 54.
5. - Menaja (Abdellatif), *Mohamed Ali (1924-1925)*, Mémoire de maîtrise, Tunis 1971, p. 16.
6. - G. Marty : « A Tunis : éléments allogènes et activités professionnelles : Djerbiens, Gabésiens, Gens du Sud, Autres Tunisiens » In *IBLA* N° 42 , 2ème trimestre 1948, p. 163.
7. - Despois (Jean), *La Tunisie Orientale- Sahel et Basse Steppe* , Ed. P.U.F., Paris 1955, 2eme édition , p. 510.
8. - Voir "En Nahdha", N° 6726 du 19 Août 1945.
9. - Louis (André), *Les Iles Kerkena*, Imprimerie Bascone Muscat, Tunis 1963, Tome II, Les Jours, p.370.
10. - Document reproduit en annexe de notre mémoire de maîtrise: *Les débuts du Syndicalisme tunisien de 1944 au 5 août 1947 à Sfax*, Université de Nice 1971, p. 135.
11. - *Ibidem* p .136.
12. - *Op.cit.*, p. 67.
13. - Hermassi, *Op.cit.*, p.116.

RÉSUMÉS

En étudiant l'histoire du syndicalisme tunisien à l'époque coloniale, on est amené à constater la rapidité avec laquelle la solidarité syndicale s'est développée au sein de groupes en marge des sociétés urbaines. Les nouveaux arrivés dans la ville de condition modeste semblent plus prédisposés que d'autres à adhérer aux nouvelles structures issues du Nord de la Méditerranée (le parti, le syndicat, la société de bienfaisance etc.) . Faut-il y voir un souci d'échapper à une exclusion qu'ils vivent ou qui les guettent ? Ce travail traite du cas des dockers de Tunis à l'origine de la première Confédération Générale Tunisienne du Travail (C.G.T.T.) en 1924 , puis de celui des Kerkenniens de Sfax lors de la constitution des syndicats autonomes du Sud en 1944.

The study of tunisian trade-unionism history during colonial age allows us to establish the quiconque whereby the trade-union movement's solidarity spreads out in the bosom of groups on the fringe of urban societies. The new last comers of modest condition in the city appear more providences that others to adhère to the new ideas coming from the north of mediterranean sea (party, trade-union, welfare society etc...). Was it a necessity for themselves to escape from a terrible exclusion each day more and more obvious. This study approachs dockers's case in Tunis at the beginning of the first Confédération Générale Tunisienne du Travail (C.G.T.T.) in 1924, oftenwards kerkenian trade-union of Sfax during the time of the settling of self-governing trade-unions coming from the South in 1944.

INDEX

Mots-clés : Tunis, marginalité, solidarité, syndicat, dockers, Sfax

AUTEUR

ABDESSLEM BEN HAMIDA

Université de Tunis